

Richard Wolff : divorce États-Unis-Israël, l'économie américaine au bord de l'effondrement

Le professeur Richard Wolff explique pourquoi la guerre ratée contre l'Iran et l'aggravation des problèmes économiques des États-Unis contribuent à un prochain divorce entre les États-Unis et Israël. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous recevons le professeur Richard Wolff pour parler de ce qui se passe dans l'économie mondiale. Merci donc d'être de nouveau avec nous.

#Richard Wolff

Je suis ravi d'être ici, Glenn.

#Glenn

Il me semble donc que les États-Unis ont réussi à maintenir les prix du pétrole à un niveau bas pendant cette guerre avec l'Iran, du moins dans une certaine mesure, pour éviter qu'ils ne montent trop haut. Mais maintenant que nous voyons la guerre s'étendre au Yémen, tout paraît un peu différent. Le Yémen a réussi à fermer la mer Rouge. Et je me demandais : comment évaluez-vous l'importance de cela pour l'économie américaine ?

#Richard Wolff

Une grande partie de cette question dépend du fait que les gens croient, ou non, que la hausse des prix du pétrole, et plus particulièrement du diesel, va influencer leur vote. Franchement, je suis un peu sceptique face à cette fascination pour un lien très mécanique : les gens ne seront pas contents de payer plus cher le pétrole et le diesel, et voteront donc contre Trump. Y aura-t-il des gens dans ce cas ? Sans aucun doute. Mais je doute fort que ce soit une part importante de ce qui se joue ici. Cela dit, l'impact est très, très visible. Pour votre public qui n'est pas américain, je dois souligner que

les États-Unis sous-investissent massivement dans les transports publics. Notre réseau ferroviaire et nos réseaux de bus sont très, très mauvais. Ils n'existent même pas dans de grandes parties du pays.

Mais même dans les villes où on en trouve, ils servent surtout de moyen de transport aux pauvres. Personne d'autre ne les utilise. Tout le monde prend la voiture. La voiture particulière domine. Des études très connues ont montré qu'entre les années trente et les années cinquante du siècle dernier, les grands constructeurs automobiles américains — Ford, General Motors et Chrysler — ont littéralement encouragé, financé et subventionné le démantèlement des tramways. Pourtant, c'était un moyen de transport populaire aux États-Unis. Si cela vous intéresse, les villes de Boston et de San Francisco ont conservé leurs tramways. À San Francisco, ils sont devenus une attraction touristique. À Boston, ils restent un élément majeur des transports dans l'ensemble de l'agglomération. Mais ce sont des exceptions vraiment remarquables.

La plupart des villes américaines et de leurs banlieues sont façonnées par l'automobile. Moi, par exemple, j'ai grandi dans une banlieue de New York. Quand il fallait faire les courses, ma mère et mon père prenaient la voiture pour aller au magasin. Chacun prenait aussi sa voiture pour aller travailler. Et si nous allions au restaurant ou au cinéma le soir, nous montions dans la voiture pour nous y rendre. C'était comme ça que les gens se déplaçaient. Quand j'ai eu seize ans, la chose la plus importante pour moi, c'était d'obtenir le permis de conduire, parce qu'on pouvait le passer à cet âge-là. Bref, tout le monde doit faire le plein de sa voiture, du moins ceux qui n'ont pas encore de véhicule électrique. Et le pouvoir des constructeurs automobiles et des compagnies pétrolières a été tel que les aides à la transition vers les voitures électriques sont restées très faibles.

Elon Musk a peut-être beaucoup d'influence sur Monsieur Trump. Mais comparé à l'influence exercée dans l'autre sens, il a perdu. Il a dû se tourner vers l'exploration spatiale pour ne plus être entravé par les grandes puissances économiques qui se dressaient contre lui. C'est donc un très gros problème pour tous ceux qui dépendent de la voiture. Les banlieues sont l'endroit où vivent la plupart des Américains, et ce sont les zones les plus dépendantes de l'automobile, dans un pays déjà très dépendant de l'automobile. C'est quelque chose que vous ressentez chaque fois que vous allez faire le plein. Vous vous séparez de davantage d'argent, vous dites au revoir à plus d'argent qu'avant pour faire la même chose. Donc oui, cela aura un certain impact. En réalité, l'impact est encore plus marqué sur le diesel. Et voici comment cela fonctionne : le diesel est un produit raffiné du pétrole. Il faut faire passer le pétrole brut par un processus de raffinage pour obtenir du diesel à partir des barils de pétrole.

Le diesel est important dans trois domaines : l'agriculture, où il fait fonctionner les tracteurs. Aux États-Unis, l'agriculture est très mécanisée. Elle dépend donc énormément du diesel pour faire tourner la plupart des machines agricoles. Les marges bénéficiaires dans l'agriculture ont été affectées par plusieurs facteurs. D'abord, il y a le coût du diesel qui fait fonctionner les machines. Mais surtout, comme chacun le sait, on utilise aussi du pétrole pour fabriquer les engrais, ce qui a

fait monter leur prix. Et les grossistes alimentaires, qui approvisionnent les magasins, font pression pour ne pas avoir à augmenter leurs prix, alors même qu'ils font face à leurs propres hausses de coûts. Ils maintiennent donc cette pression sur les agriculteurs.

Si vous mettez tout cela ensemble — le diesel, les engrais, et la pression exercée par les acheteurs en situation de monopsonie sur les produits agricoles — vous avez aussi les États agricoles, qui pèsent très lourd à cause du système des cinquante États. Dans ce pays, on peut remporter un grand nombre de grands électeurs avec une part très faible de la population, si l'on porte atteinte à l'agriculture. L'agriculture a eu une emprise très forte sur le Congrès pendant la majeure partie du siècle dernier. Ce sont donc des secteurs très vulnérables. Et compte tenu du fait qu'on avait promis de compenser l'inflation survenue en deux mille vingt et un, deux mille vingt-deux, et ainsi de suite, cela ne s'est jamais produit. Les prix ont simplement cessé d'augmenter aussi vite. C'est cela qui a été obtenu. Mais ils ne sont jamais revenus à leur niveau d'avant. Ils ont continué à augmenter, mais à un rythme plus lent. Pour la grande majorité des gens, cela a donné l'impression — et c'est toujours le cas au moment où je parle — d'une hausse sans fin des prix alimentaires.

Et enfin, à cause de l'évolution de la répartition des richesses aux États-Unis — et je tiens à le souligner — la principale vulnérabilité du capitalisme américain, aujourd'hui, c'est quarante à cinquante années ininterrompues d'aggravation des inégalités. Cela a détruit la construction de logements pour les classes moyennes et les personnes aux revenus modestes, parce que, dans notre pays, c'est une activité privée. Toute la construction s'est tournée vers le haut de gamme, là où les richesses sont concentrées. On voit donc surgir partout aux États-Unis des appartements à plusieurs millions de dollars. Mais pour la grande majorité des gens, les loyers explosent, parce que la population augmente sans que l'offre de logements abordables suive. Si vous mettez tout cela ensemble, vous obtenez un danger pour Monsieur Trump et les Républicains lors des élections de mi-mandat. Mais je ne mettrais pas tout cela, ni même une part disproportionnée, sur le compte du pétrole et du gaz.

#Glenn

Mais, dans le système géopolitique au sens large, comment la région va-t-elle réagir à ça ? Parce que tous les alliés du Golfe sont très étroitement liés aux États-Unis. D'après ce que je comprends, lors de la guerre entre le Yémen et l'Arabie saoudite, les Saoudiens ont demandé une certaine assistance aux États-Unis. Et je pense que, pour de bonnes raisons, les États-Unis ont refusé. Mais là encore, cela semble reproduire la situation en Europe. Autrement dit, les États-Unis ont été l'acteur principal dans le déclenchement de cette guerre en Europe, puis ils en rejettent la charge sur les Européens. Et maintenant, on voit quelque chose de similaire au Moyen-Orient. Les États-Unis ont déclenché la guerre au Moyen-Orient, elle s'étend au Yémen, et maintenant, elle est essentiellement laissée aux Saoudiens eux-mêmes. Je veux dire, quelles seraient les conséquences économiques si les États du Golfe étaient poussés trop loin ?

#Richard Wolff

Eh bien, comme vous le savez, puisque vous et moi en discutons depuis un certain temps, à mon avis, nous ne faisons qu'assister aux manifestations particulières du déclin de l'empire américain. Il ne peut plus faire ce qu'il faisait autrefois. Il ne veut pas l'admettre. Il a élu un dirigeant politique dont le travail, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, consiste à mettre en scène une puissance qu'il n'a pas, à faire un spectacle qu'il est incapable d'assurer. Et il fait ça sur le plan intérieur. Il le fait aussi en politique étrangère. Il est sur le point d'accepter d'envoyer à Israël une cargaison de bombes gigantesques : quarante mille bombes de deux mille livres. Dans quel but ? Pour qu'Israël devienne fou au Liban ? Peut-être pas. Pour faire quelque chose d'encore plus stupide. Qu'est-ce qu'il fait ? Le même secrétaire à la Défense qui lui dit de faire ça fait désormais l'objet, depuis hier, d'une procédure d'enquête en vue d'une destitution au Congrès.

Et l'hostilité envers le secrétaire à la Défense atteint un niveau que je n'ai jamais vu ici, aux États-Unis. Je ne sais pas jusqu'où cela ira, sans doute pas très loin, à cause de la dépendance à ce qui se passera en novembre. Mais malgré tout, tout est très, très fragile. Et le Moyen-Orient l'est aussi. Si j'ai bien compris, il y a aujourd'hui une réunion au cours de laquelle, si les informations sont exactes, le ministre irakien des Affaires étrangères expliquera aux dirigeants des États du Golfe réunis, y compris un représentant de l'Arabie saoudite et un représentant de l'Iran, ainsi que des six ou sept autres pays, qu'il faut trouver un accord pour mettre fin aux destructions, espérons-le. Et cela inclut, je vous cite maintenant, « le retrait des États-Unis de leurs positions au Moyen-Orient ». Voilà. C'est désormais à l'ordre du jour.

Et les Iraniens, avec les Houthis, sont en mesure de faire respecter cela. C'est une très bonne idée. Mais si cette idée n'aboutit à rien, tout le monde sait ce qui vient ensuite dans ce processus. Et rien de ce que vous pouvez donner aux Israéliens, aussi horribles soient-ils, ne peut vraiment changer cela non plus. Si la capacité des Iraniens à infliger des dommages à Israël est désormais établie, et très solidement établie, je doute fortement que les Israéliens aient la capacité de survivre encore longtemps, compte tenu de la situation dans laquelle ils se sont eux-mêmes placés. Je pense donc que cela va entraîner une réorganisation radicale de l'Asie occidentale et de ses relations avec tout le reste du monde. Je crois réellement que nous voyons déjà, pays après pays, entreprise après entreprise, les ajustements se faire. La guerre en Iran n'est pas terminée.

Ça ne va pas s'arrêter de sitôt. Même si cela s'arrête, ce ne sera que parce que les Iraniens l'auront accepté. Et ils ne l'accepteront que si... Par exemple, partout en Asie et ailleurs, on passe du transport maritime au rail, puis au camion, pour ne plus dépendre des navires. Les navires, eux, empruntent de nouvelles routes. De nouvelles tensions apparaissent dans l'Arctique, parce que cette région offre une voie alternative, si la glace continue de fondre, pour le transport maritime. Nous allons donc voir des ajustements dans l'offre de pétrole, mais aussi dans la demande de pétrole. Et je n'ai même pas encore évoqué ce que tout cela pourrait changer dans les mentalités sur le climat, ni la vitesse à laquelle les énergies fossiles pourraient être écartées du paysage.

Je suis certain qu'au siège d'Exxon Mobil ou de Chevron, ils travaillent activement à leurs ajustements, à mesure que les choses deviennent plus claires. Et il faut vous rappeler que je vous parle depuis les États-Unis, où les mentalités sont retardées. Et je le dis au sens littéral : ralenties par le blizzard de propagande, qui est tout ce que fait le gouvernement. Personne ne comprend vraiment, clairement, où en est quoi que ce soit. Où est exactement la guerre ? Dans quelle mesure nos munitions sont-elles réellement disponibles en quantité suffisante ? Nous n'obtenons que des bribes. Et dès qu'il y a la moindre information, diverses agences gouvernementales déversent un flot d'absurdités pour tout brouiller, pour semer l'incertitude.

Vous savez, j'ai des amis qui ne sont pas particulièrement engagés sur le plan social ou critique, mais qui viennent écouter votre émission, celle de Mercouris et d'autres. Parce que c'est l'un des rares moyens, pour les Américains qui savent qu'il s'agit de propagande, d'essayer, en recoupant des bribes d'information, de comprendre ce qui se passe réellement. Donc, ici, les réactions arrivent avec retard. Elles se produisent plus tôt ailleurs. Ici, par exemple, on ne lit aucune déclaration disant que cet hiver va être très difficile parce que nous manquons de pétrole. On n'entend pas ça. En Europe, ce genre d'inquiétude et de commentaires est omniprésent. Je vois les gens en Europe chercher quoi faire, mais nous n'en sommes pas encore là. Il y a un décalage. C'est comme avoir une conversation entre Londres et la Californie. Il faut toujours tenir compte des nombreuses heures de décalage entre les deux endroits.

#Glenn

Vous avez évoqué la réorganisation de l'Asie occidentale, en disant qu'elle pourrait se faire sans Israël — autrement dit, essentiellement, la disparition d'Israël. Selon vous, quelle est la probabilité que cela se produise ? Parce que c'est aussi quelque chose que j'entends régulièrement. C'est devenu un thème récurrent : Israël se serait trop étendu, à un moment où les États-Unis ne seraient peut-être plus en mesure de le soutenir. Voyez-vous un scénario plausible dans lequel Israël finirait réellement par disparaître ?

#Richard Wolff

Oui, pas jusqu'à récemment. Mais je suis frappé par la rapidité et l'ampleur du basculement de l'opinion publique américaine, qui était très largement pro-israélienne et qui est maintenant très largement pro-palestinienne. Cela devient un problème majeur pour les responsables politiques qui, pour la première fois, apprennent à leurs dépens que, même s'ils contrôlent le gouvernement et une grande partie des médias de masse pour rester pro-israéliens, cela leur coûte des élections. Le démocrate El-Sayed, dans le Michigan, vous savez... enfin, c'est incroyable. À Chicago, c'est un tournant historique qu'une personne comme lui puisse faire de la Palestine un enjeu central. Et je pense que ce que vous voyez, c'est une réorganisation radicale de la politique américaine.

Quand Tucker Carlson et Marjorie Taylor Greene prennent la parole, cela signifie qu'une partie de ce qui était autrefois une base MAGA assez solide quitte le camp pro-Israël. Et comme ils sont associés aux chrétiens fondamentalistes, et que ces chrétiens fondamentalistes avaient développé leurs propres raisons idéologiques d'être pro-Israël, tout cela est en train de se désagréger. Je pense que le vrai débat à Washington — et là, je spécule, je ne fais pas partie de ce milieu et je ne prétends pas en faire partie — mais si j'interprète correctement les signaux, on ne se demande plus : comment protéger Israël ? C'est terminé. Le débat, aujourd'hui, n'est pas si différent du débat sur l'Iran. La question est : quelle est la meilleure façon de nous sortir de ce borbier ?

Et cela signifie toujours que, compte tenu de l'importance de l'AIPAC, et de l'importance, sur le plan intérieur, du soutien financier qui va aux mouvements et aux activités pro-Israël, personne ne veut perdre cela. Les dirigeants républicains ne veulent pas perdre cet argent, pas plus que le Parti démocrate. Depuis longtemps, l'AIPAC finance les deux camps avec beaucoup de succès. Donc, ceux qui sont au sommet ne veulent pas renoncer à cet argent. Mais ils doivent renoncer au soutien concret, parce que cela leur coûte politiquement. Et parce que cela porte au pouvoir des responsables politiques très importants dans un pays dont l'opinion publique évolue, sans montrer le moindre signe de retournement. Tous les responsables politiques doivent en payer le prix. Alors, la solution.

Il doit bien y avoir un moyen de faire en sorte qu'Israël change radicalement, ou disparaisse, tout en donnant l'impression que les États-Unis l'aident à éviter cela. C'est cette mise en scène qui est en débat. Comment donner l'impression de les aider, d'une manière qui les fasse disparaître ? Vous savez, le parallèle avec l'Iran : comment pouvons-nous donner l'image d'une Amérique puissante qui bombarde, alors que ce que nous essayons vraiment de faire, c'est de trouver comment partir de là avec le moins de dégâts possible pour notre statut impérial ? Ce sont des luttes très similaires, menées par les mêmes personnes au sommet. Et je pense, si je ne me trompe pas, qu'elles ont persuadé monsieur Trump, ou au moins certains de ses proches, que ce sont là leurs deux problèmes jumeaux : comment donner l'impression de soutenir les gens qu'en réalité, vous enterrez.

#Glenn

Donc, Trump a déjà commencé à accepter, plus ou moins, la défaite d'Israël.

#Richard Wolff

On le persuade que... Lui ne le dirait pas comme ça. Ici, on le formulera plutôt ainsi : Monsieur Netanyahou a été...

#Richard Wolff

Insuffisamment reconnaissant de l'énorme aide que les États-Unis lui apportent depuis des décennies, on lui a demandé d'agir d'une certaine manière, ce qu'il a refusé de faire. Il n'aurait pas dû faire ça. Il n'était pas obligé de le faire, et ça lui a coûté cher. Les Américains continueront de soutenir Israël parce que c'est la bonne chose à faire, ou quelque chose dans ce genre-là. Mais le message de fond est sans équivoque : tu ne joues pas le jeu. Vous savez, et d'ailleurs, comme toujours dans ce genre de choses, il y a une part de vérité. Ils ne voulaient pas le massacre à Gaza. Ils ne voulaient pas ça. Ce n'est pas bon pour les États-Unis, et ils le savent. Mais Netanyahu voulait le faire, et ils n'étaient pas prêts, et ne voyaient pas la nécessité politique d'en faire beaucoup plus à ce sujet. D'accord, qu'il continue.

Et ils l'ont laissé faire, en utilisant des armes américaines et de l'argent américain pour perpétuer un génocide à Gaza. C'est ce qu'ils ont fait. Et ils portent la responsabilité de cela. Mais c'est un prix qu'ils sont désormais prêts à payer, maintenant qu'ils ont, j'ose le dire, une idée stratégique : écarter discrètement Israël. D'ailleurs, c'est aussi, en partie, la reconnaissance d'une réalité. Si les États-Unis quittent le Moyen-Orient, si l'Iran se montre convaincant et que les États-Unis partent, ferment leurs bases, alors quoi ? Israël va se retrouver seul ? Ce n'est pas une stratégie de survie. C'est une stratégie d'autodestruction. Et plus ce sera le cas, moins vous pourrez dissimuler les livraisons de matériel militaire américain vers notre base à Bahreïn, au Koweït ou ailleurs.

Il faut le dénoncer, comme ce tout dernier envoi de bombes. Nous payons pour donner des bombes à Israël afin qu'il puisse commettre un génocide. Ce n'est pas une voie durable. Le Congrès américain arrêtera Monsieur Trump. Si les élections se passent mal pour lui, dans quelques semaines, cela arrivera déjà. Ils l'arrêteront. Ils s'en rapprochent déjà, alors même que les élections n'ont pas encore eu lieu. Des républicains s'élèvent contre Trump sur un large éventail de sujets, alors qu'ils n'osaient pas le faire auparavant. Et je pense que vous allez en voir de plus en plus. De ce que je peux voir, peut-être que les Israéliens ne le voient pas. Si c'est le cas, ils jouent à un dangereux jeu de déni. À mon avis, ils sont dans la pire position où je les ai jamais vus. Plus personne ne les soutient.

La plupart des gouvernements européens, je crois, ont désormais au moins dit quelque chose sur les colonies en Cisjordanie, et sur le fait que cela doit cesser. Ou alors, qu'a fait l'Angleterre ? « Nous ne commercerons pas avec quelqu'un qui est en Cisjordanie. » D'accord, ce sont des effets d'annonce. Ce n'est pas très concret. Ce ne sera probablement pas appliqué. Mais le sens du changement est incontestable. Et chaque gouvernement qui agit ainsi renforce le mouvement, partout en Europe, pour aller plus loin. Il sera très facile pour les pays arabes de montrer que ce qui a été fait jusqu'ici relève surtout de la mise en scène. Et cela poussera un mouvement plus fort que jamais à exiger davantage que de la mise en scène. Et c'est ce que les responsables politiques comprennent. Ils mettent leur doigt en l'air et regardent dans quel sens souffle le vent. Il faudrait être mort pour ne pas voir dans quel sens ce vent souffle aujourd'hui. Et monsieur Trump le sait aussi.

#Glenn

Alors que l'économie américaine commence à vaciller, les États-Unis essuient une défaite face à l'Iran. J'imagine que, oui, ils devraient se retirer, dans une certaine mesure, de la région. C'est tout simplement le prix à payer quand on perd cette guerre. Et je comprends pourquoi cela pourrait devenir une menace existentielle pour les Israéliens. Mais, encore une fois, je le dis toujours : j'ai du mal à les imaginer disparaître, vous savez, sans faire de bruit. C'est un État doté de l'arme nucléaire, et quelque peu radical. On a l'impression que ce serait une fin très, très chaotique. Mais oui.

#Richard Wolff

Ce serait le cas, mais le problème, c'est qu'il faut pousser cette logique jusqu'au bout. S'ils sont dos au mur, des Israéliens travaillant au sein du gouvernement israélien m'ont dit que, vous savez, leur conception de leur droit, c'est : « Si nous tombons, nous entraînons le monde entier avec nous. » C'est une citation d'un responsable du gouvernement israélien, qui me l'a dite il y a quelques années. Mais, d'après tout ce que je peux voir, c'est une façon de penser qui est très vivante. D'accord, mais s'il y a une chose au monde qui unira le monde entier contre Israël, ce sera l'utilisation d'armes nucléaires. Personne ne sera impressionné au point de leur accorder une excuse parce qu'ils étaient en difficulté, surtout aujourd'hui, compte tenu de leur réputation liée au génocide qu'ils ont commis sans y être obligés.

Ils ont perdu toute possibilité de s'en tirer en utilisant des armes nucléaires. Alors, que vont-ils faire si les États-Unis, la Chine, la Russie, le Pakistan, l'Inde et tous les autres pays qui possèdent l'arme nucléaire décident de punir Israël parce qu'il aurait été le premier à l'utiliser ? C'est fini. Et Israël est un très petit pays. Il ne faudrait pas beaucoup d'efforts pour faire à Israël ce que les États-Unis ont fait à Hiroshima et Nagasaki. Ce n'est pas une solution pour eux non plus. Ça ne l'est tout simplement pas. Et cela ferait d'eux des parias, encore davantage qu'ils ne le sont déjà devenus. L'ironie de tout cela, l'absurdité totale de voir les victimes d'un Holocauste être celles qui sont le moins capables d'en tirer la leçon, est spectaculaire.

Mais cela les isole. La question n'est pas de savoir s'ils vont être isolés. Ils le sont déjà. À ce stade, je pense que le monde entier voterait massivement en faveur de presque n'importe quel programme de sanctions contre Israël, dès que les États-Unis diraient que c'est acceptable. Regardez les votes à l'ONU. Vous avez cent cinquante pays, face à une, deux ou trois petites îles du Pacifique, puis Israël et les États-Unis. D'accord, retirez les États-Unis, et c'est terminé. Faites exploser une bombe nucléaire quelque part, et vous perdez les États-Unis. Je peux vous l'assurer, vous les perdez immédiatement. Vous êtes déjà en train de les perdre, même sans cela. Je ne pense pas que ce soit une option pour eux.

#Glenn

À moins que vous ne l'ayez vraiment. Et c'est peut-être le cas.

#Richard Wolff

Je veux dire, je ne vais pas en Israël. Je ne connais rien à ce sujet. Mais j'ai du mal à imaginer toute une population prête à s'autodétruire à cette échelle. Vu tout ce qu'ils ont été prêts à faire subir à d'autres pour survivre, l'instinct de survie semble être très présent dans leurs esprits. Et ce serait une négation de la survie tellement évidente que, même eux, je pense, la verraient. Donc, c'est la réponse longue. La réponse courte, c'est que maintenant, quoi que vous et moi décidions, c'est à l'ordre du jour pour les États-Unis — pour dire quelque chose comme ce que disent aujourd'hui les Iraniens, et ils le disent souvent — que l'un de leurs objectifs, ce n'est pas simplement parce qu'ils ont gagné la guerre, comme vous le formulez.

Je le dirais autrement. Si vous voulez rouvrir le détroit d'Ormuz, et maintenant la mer Rouge, vous devez partir de là. Autrement dit, vous y gagnerez. Le détroit sera ouvert. Vous pourrez retirer votre armada, lever votre blocus. Vous économiserez beaucoup d'argent. Vous aurez un passage libre. Mais vous devez partir d'ici. Vous n'êtes pas les bienvenus. Personne ne veut de vous. Et là, vous savez, ça laisse Israël. Parce qu'Israël sera le seul endroit qui n'a rien à perdre si l'armée américaine y est présente. Ils sont déjà une cible, et ils le resteront, que les Américains partent ou qu'ils restent. Il pourrait y avoir un arrangement à ce sujet, mais peut-être qu'Israël se proposera comme pays hôte.

Ils diront : « Stationnons en permanence dix mille Marines américains en Israël. Dispersion-les sur tout le territoire, de sorte que toute attaque iranienne contre Israël tue des Américains. » Et puis ils pourront espérer — ce qui, à mon avis, n'est pas raisonnable non plus — que, s'il se passe quelque chose, les Américains seront obligés d'intervenir parce que des Américains auront été tués dans une frappe quelconque. Peut-être qu'ils interviendront. Mais ce sont des hypothèses très tirées par les cheveux, peu crédibles et d'une efficacité incertaine. Et il ne m'est pas du tout évident que cela fonctionnerait. Mais c'est tout ce qu'il reste. Israël est complètement seul. Écoutez, c'est un peu comme une conversation que vous et moi avons eue sur l'Europe. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour des raisons parfaitement compréhensibles, l'Europe s'en remet aux États-Unis.

Ils avaient vu l'armée européenne la plus puissante, l'Allemagne d'Hitler, se heurter aux Russes et être vaincue. Et ils savent quelle part de leur puissance militaire a été dépensée pour achever la Seconde Guerre mondiale. À ce moment-là, avec l'Armée rouge qui marchait sur Berlin, on pouvait très crédiblement se dire : « Oh là là. » Et quand on se rappelle combien d'organisations de résistance comptaient des communistes et des socialistes dans leurs rangs, la possibilité que quelque chose change dans le reste de l'Europe était réelle. Elle était réelle. Ils se sont tournés vers les États-Unis pour les sauver. Les États-Unis voulaient une zone tampon pour se protéger eux-mêmes. D'accord, un accord a été conclu. Mais les Européens s'y sont accrochés bien après qu'il ait cessé d'avoir vraiment du sens. Ils n'étaient pas prêts à le remettre en question. Les Américains non plus. Tous les responsables politiques européens qui voulaient réussir...

#Richard Wolff

Regroupés sous l'égide des États-Unis pour faire ça. C'est pour ça qu'on a des gens comme Merz, Macron et Starmer, qui ne sont rien d'autre que des hommes de paille des Américains. Et même quand les Américains les écartent en leur disant : « On n'a pas besoin de vous. On ne veut pas de vous. Vous êtes un fardeau. On ne veut plus rien avoir à faire avec vous », même là, ils n'arrivent pas à lâcher prise. Au lieu d'affronter le vrai danger, à savoir que leur protecteur se retire, ils inventent un autre danger : la Russie. Cela leur permet de justifier le fait de rester soumis à leur protecteur. Je veux dire, un psychologue se régalerait avec ce genre de comportement. C'est une manière bizarre de s'accrocher à ce qu'ils devraient laisser partir, en se créant un danger encore pire.

Vraiment, après n'avoir rien fait de significatif sur le plan militaire pendant soixante-quinze ans, vous allez vous mesurer à une Russie qui vient de montrer de quoi elle est capable, et qui est alliée à la première puissance manufacturière mondiale ? C'est maintenant que vous allez combattre la Russie ? Quoi ? Ce qu'ils font est d'une absurdité totale. Et puis, enfin... ça devient ridicule. Hier, si j'ai bien lu — corrigez-moi si je me trompe — un haut responsable polonais expliquait fièrement que l'armée polonaise vaincrait la Russie en quelques semaines.

D'accord, je ne suis pas du tout un expert militaire. Mais je reconnais les absurdités quand j'en entends. Et ça, c'en est une. C'est exactement ce que Monsieur Trump disait à propos de la guerre en Iran. Selon lui, elle serait terminée en quelques semaines, parce qu'Israël et l'Amérique sont si puissants. Personne de ma connaissance ne pense que l'armée polonaise est si puissante. Mais même si elle était à la hauteur de ses propres critères... Vraiment ? Face à la Russie, alliée à la Chine, vous, le peuple polonais, vous vous battriez ? C'est fou. Et ça vous amène à vous demander : qu'est-ce qui se passe en Europe pour que ce genre de baratin puisse fonctionner comme argument politique ?

#Glenn

Oui, c'est Sikorski. C'est le ministre polonais des Affaires étrangères. Et il a déclaré que la Pologne disposait d'une supériorité militaire écrasante sur la Russie. Et, vous savez, on voyait les autres personnes sur l'estrade avoir l'air un peu déconcertées par cette déclaration. Mais il y a d'autres commentaires encore plus insensés. J'ai oublié quel poste il occupait. Un responsable politique estonien participait à une table ronde similaire et soutenait qu'il fallait envoyer un signal clair à la Russie : nous pouvons prendre Kaliningrad si nous le voulons. Kaliningrad, c'est cette partie enclavée de la Russie. Kaliningrad est coupée de la Fédération de Russie, et se trouve donc entourée de pays de l'OTAN. Et ils ne semblent pas comprendre qu'un million de Russes y vivent. S'ils prenaient Kaliningrad, que ferait la Russie ? Ils oublient aussi que Kaliningrad possède des armes nucléaires, beaucoup d'armes nucléaires, sur son propre territoire. Donc, si vous essayez de le prendre, elles exploseront. Enfin, c'est complètement fou.

#Richard Wolff

La mentalité aussi. Je veux dire, l'Estonie, l'Estonie... C'est à peu près la taille du New Jersey, ou quelque chose comme ça. Du Rhode Island. Quoi ? Vous savez, on se rend compte que les gens ont perdu... Écoutez, ici, aux États-Unis, quand on lit les déclarations de... comment s'appelle-t-elle ? Kallas. Kallas, oui. C'est la même chose. Tout le monde se gratte la tête : mais sur quelle planète vivez-vous, exactement ? Cela dit, je lui suis reconnaissant, parce que lorsqu'elle a parlé de la nécessité de combattre la Russie pour vaincre la Russie, puis de la nécessité de vaincre la Russie pour la découper en tout un groupe de petits pays, qui pourraient ensuite devenir chacun des colonies de l'Europe occidentale, là, on a compris : ah, il y a une vision stratégique derrière tout ça. C'est tellement recouvert d'une couche de folie qu'on a du mal à y accéder. Mais il y a bien quelque chose, tout comme chez monsieur Trump avec le Groenland, le Panama, le Canada et tout le reste.

#Glenn

Il faut le souligner : l'Estonie compte un million trois cent mille habitants. Et juste à côté, la Fédération de Russie en compte cent quarante-cinq millions. C'est la plus grande puissance nucléaire au monde. Et voilà comment ils parlent de leur voisin : avec ce genre de bellicisme. Les autres Européens ont vu ces Estoniens et se sont dit : « Waouh, ce sont des gens intelligents. Donnons-leur les clés de la voiture. » Et Kaja Kallas, elle aussi estonienne, une politicienne estonienne en échec, a été nommée cheffe de la politique étrangère de l'Union européenne. C'est donc elle qui représente les Européens aujourd'hui. Encore une fois, c'est fou, mais c'est là où nous en sommes.

Et c'est un peu une psychose de masse, parce que lorsqu'ils disent des choses aussi folles, personne ne s'y oppose. Enfin, personne ne réagit, parce que réagir reviendrait à passer pour un apologiste de la Russie. Donc, vous pouvez dire n'importe quelle absurdité qui vous passe par la tête. Vous savez : « Poutine mange des enfants. » Enfin, l'autre jour, j'ai vu dans l'un de nos journaux, dans ce pays : « Ah, ce serait bien qu'il y ait un peu plus de morts le jour de l'anniversaire de Poutine, parce que Poutine aime voir des gens mourir le jour de son anniversaire. » Ça n'a aucun sens. Quelle est votre source ? Enfin, c'est délirant. Mais vous n'avez besoin d'aucune source, parce qu'il n'y aura aucune contestation. Toute contestation est perçue comme une défense de la Russie, et vous ne pouvez pas être vu comme ça.

Alors, toute forme de folie est toujours accueillie à bras ouverts. Mais je voulais vous poser une question, parce qu'il s'agit beaucoup, ici, non pas des États-Unis qui manquent à leurs obligations, mais des États-Unis qui se retirent du Moyen-Orient. Enfin, les discussions qu'ils ont aujourd'hui au Moyen-Orient, un peu comme en Europe, ils les auront bientôt aussi en Asie de l'Est, s'ils ne les ont pas déjà. Et je m'interroge sur le vide laissé derrière eux. Nous avons récemment vu les réunions de l'Organisation de coopération de Shanghai, puis des BRICS. Dans quelle mesure pensez-vous que leur modèle de gouvernance puisse combler le vide laissé par le déclin des États-Unis ?

#Richard Wolff

Eh bien, je pense que tout dépend de ce que j'appellerais, faute d'un meilleur terme pour l'instant, les pays intermédiaires. Voilà ce que je veux dire. Je pense que les Chinois, avec les Russes et d'autres, sont tout à fait disposés, et tout à fait capables, d'intervenir immédiatement pour combler tous les vides qui se présentent. Je crois que, dans ces pays, en Asie occidentale et ailleurs, beaucoup de petits pays intermédiaires, plus faibles, connaissent de fortes tensions. D'un côté, ils veulent s'affranchir des États-Unis. Et plus ils considèrent les États-Unis comme, au mieux, une bénédiction mitigée, assortie de dangers et de coûts très lourds, plus ils cherchent une alternative. Mais ils s'inquiètent aussi. On peut débattre de la question de savoir si cette inquiétude est justifiée ou non, mais je crois qu'ils se demandent ceci : quittent-ils une dépendance pour en accepter une autre, qu'ils finiront par regretter ?

Si vous essayez de sortir d'une relation dont vous pensiez qu'elle était dans votre intérêt, mais qui s'est révélée être un boulet, vous allez être très nerveux à l'idée de le faire. Et pour moi, c'est ainsi que je comprends le plus grand pays du monde. Mais je le placerais au milieu : l'Inde. Ces dernières années, l'Inde essaie de comprendre comment manœuvrer entre, d'un côté, la Chine et la Russie, avec ses relations compliquées avec elles, et de l'autre, les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon. Et, vous savez, rappelons-nous qu'au début de cette année, Monsieur Modi s'est rendu en Israël. Il a été invité à s'adresser à la Knesset, leur Parlement, et il n'a rien critiqué concernant les États-Unis. Puis, lorsque les États-Unis et Israël ont envahi l'Iran, quelques jours après, je crois, son discours, il est resté silencieux.

Il n'a pas dit que c'était scandaleux. Il n'a pas dit que c'était mal. Il a parlé de la nécessité de trouver des solutions pacifiques. Lors de ce dernier sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, huit ou neuf mois plus tard, il a signé la déclaration commune. Cette déclaration exprimait sa douleur après l'assassinat de l'ayatollah et condamnait la guerre. Elle rejetait clairement la responsabilité sur les États-Unis. Waouh. Alors, on peut voir les choses comme ça : regardez Monsieur Modi. Tantôt il est d'un côté, tantôt de l'autre, il hésite. Et c'est vrai. Mais il était très pro-américain. Et, beaucoup plus récemment, il l'était nettement moins. Pour moi, voilà la réponse à votre question. Je pense que tous ces pays font plus ou moins ce que fait Monsieur Modi. Ils n'attirent pas autant l'attention, parce qu'ils ne dirigent pas aujourd'hui le plus grand pays du monde.

#Glenn

L'Inde est un colosse.

#Richard Wolff

Mais je parie qu'ils le font tous. Les Indonésiens le font. Les Pakistanais aussi. D'une manière ou d'une autre, ils le font tous. Vous savez, chacun a ses propres intérêts particuliers. Mais c'est là qu'on va arriver. Si ce groupe intermédiaire décide non seulement qu'il doit quitter les États-Unis, mais aussi que le prix à payer, c'est de conclure un accord avec les Chinois — et qu'il va devoir conclure

cet accord —, alors il le fera. Et là, soudainement, il deviendra très clair dans quelle direction le monde va. Et d'ailleurs, je pense que les Israéliens le comprennent. Les récentes initiatives de politique étrangère israélienne concernent d'autres petits pays, comme le Tadjikistan, ce genre de pays.

Les Israéliens concluent donc un accord pour utiliser une ancienne usine Volkswagen, aujourd'hui fermée parce que Volkswagen ne peut plus survivre. Ils vont y fabriquer des bombes et des missiles pour Israël. D'accord. Israël essaie de conclure des accords avec des entreprises privées dans ces pays du centre, espérant peut-être au moins ralentir ce qui est en train de se produire. Mais, à mon avis, ça ne marchera pas. Et c'est parce qu'Israël est trop petit, trop insignifiant pour peser. Il n'y a pas assez d'argent pour changer la plupart de ces situations. Cela peut être une aubaine pour une usine vide en particulier, quelque part. Mais au-delà de ça, non, cela ne changera pas non plus la politique allemande.

#Glenn

La dernière question que j'ai, alors... elle n'est pas totalement sans rapport. Elle concerne le marché obligataire aux États-Unis. On en parle beaucoup en ce moment. Certains pensent que c'est exagéré. D'autres y voient une bombe à retardement qui attend d'exploser depuis des décennies. Vous, comment voyez-vous les choses ?

#Richard Wolff

Un peu des deux, je pense. Il y a des raisons immédiates qui sont...

#Richard Wolff

facile à identifier.

#Richard Wolff

Vous savez, si vous analysez le marché obligataire, si vous regardez d'où vient l'argent à emprunter et où va l'argent à prêter, vous constatez une explosion des investissements dans les centres de données et dans la construction de capacités de production d'électricité, pour alimenter le colosse de l'intelligence artificielle dans lequel on investit. Et ces gens-là ne veulent pas risquer leur propre argent. Et ils n'en ont pas besoin, parce qu'ils s'appellent Amazon, Apple ou Microsoft, et ainsi de suite. Il leur suffit donc d'annoncer : « Nous voulons emprunter cinquante milliards de dollars. » Et l'argent qui cherche à être prêté afflue, parce que c'est presque aussi sûr que de prêter au gouvernement des États-Unis. Vous avez donc un concurrent du gouvernement américain qui arrive et qui dit : « Prêtez-nous de l'argent. »

Normalement, cela ne vous vaudrait qu'une certaine réaction. Mais aujourd'hui, tout le monde se précipite pour profiter de ce moment et obtenir un bel engagement à long terme. Ainsi, Microsoft, en transformant le monde avec l'intelligence artificielle, vous donne, à vous la banque, une part de cette activité. C'est donc ce qui fait monter les taux d'intérêt à court terme. Le gouvernement américain affiche des déficits, de très gros déficits, de mille milliards de dollars. Et ce n'est pas tout : à cause de la mentalité théâtrale de son dirigeant, il s'obstine à proposer des mesures qui ne font qu'aggraver le déficit public. Trump n'a trouvé aucune nouvelle source de recettes significative. Pendant ce temps, il annonce largesse sur largesse, alors qu'il n'en a pas les moyens.

La plus récente, c'est cette promesse, illégale au regard de la loi américaine : si les Américains votent pour son Parti républicain aux élections de mi-mandat, en novembre, il donnera cinq mille dollars à chaque adulte. Bon, faisons le calcul. Il y a un peu plus de deux cents millions d'adultes. Cela fait mille trois cents milliards de dollars. Nous avons déjà des déficits de mille milliards de dollars. Il va en ajouter encore mille milliards. Comment cela sera-t-il financé ? Il n'y a aucun moyen de financer ça. Ce sera simplement de l'argent emprunté. Or, l'État a déjà une dette de quarante mille milliards de dollars. Les gens s'en inquiètent. Et maintenant, parlons du long terme. À long terme, c'est très clair : le niveau de la dette continue d'augmenter très rapidement, tandis que la puissance économique et la richesse des États-Unis ne progressent pas du tout au même rythme. Nous obtenons de piètres résultats.

Nous allons avoir une croissance du PIB de deux virgule un pour cent cette année. La Chine aura un taux de croissance deux à trois fois supérieur au nôtre, comme c'est habituellement le cas. Donc, une situation de richesse relative en déclin, qui soutient une dette en forte progression. Toutes les banques qui ont déjà envoyé leurs dirigeants suivre une formation disent : ne prêtez pas à une personne ou à une entité dans cette situation. Ou alors, assurez-vous d'obtenir des taux d'intérêt plus élevés pour compenser les risques. Or, ce qui pourrait déclencher quelque chose aux États-Unis, ce serait que la majorité de la population dise au gouvernement : nous n'allons pas vous permettre, à vous les responsables politiques, le président, le secrétaire au Trésor, la banque centrale, le président de la Réserve fédérale, et ainsi de suite, de prélever mille ou deux mille milliards de dollars sur le budget annuel simplement pour payer les intérêts.

Pourquoi ? Parce que, Glenn, dans ce pays, nous avons des responsables politiques — et j'en fais partie — qui vont crier haut et fort : « La dette nationale, c'est une façon de prendre l'argent à tout le monde pour le transférer aux plus riches d'entre nous, parce qu'il n'y a que les riches qui prêtent à l'État. » Alors, n'oublions pas qui nous sommes. Cela rendra la chose impossible. Les gens ne l'accepteront pas. Vous aurez des manifestations de personnes âgées dont on réduit la pension pour financer la dette nationale. C'est impossible. Et le jour venu, vous aurez un responsable politique qui commencera à proposer qu'il faille suspendre le remboursement de la dette. Oh, seulement pendant un an.

#Glenn

Nous remettrons de l'ordre chez nous. Waouh.

#Richard Wolff

Vous savez, quand ça arrive, il faut organiser une conférence internationale pour discuter de la manière de gérer un défaut de paiement, quand le pays le plus riche et le plus endetté de la planète ne peut pas honorer ses dettes. Cela donne en quelque sorte le feu vert aux pays moins importants pour faire la même chose. Voilà de quoi empêcher un banquier de dormir la nuit. C'est dangereux. Nous n'en sommes pas encore là, c'est vrai. Peuvent-ils s'en tirer en faisant ne serait-ce que cette folie des cinq mille dollars ? Oui, ils le peuvent. Mais ils nous conduisent inexorablement, toujours plus près du moment où cela ne fonctionnera plus. Et je vous le rappelle, parce que vous suiviez probablement cela à l'époque, tout comme moi. Vous vous souvenez de Liz Truss, en Grande-Bretagne ?

Elle était Première ministre. L'un de ses premiers actes : présenter un nouveau budget. Elle annonce le déficit et le montant qu'ils vont emprunter. Et, en vingt-quatre heures, la City de Londres lui dit : « Pas question que ça arrive. Nous n'allons pas acheter la dette publique. Vous n'allez pas rester Première ministre. » Et, en une semaine, elle était partie. Son mandat total, je crois, a duré quelques semaines : trois ou quatre semaines. Puis elle a été écartée. Et c'était il y a très peu d'années. C'est donc un événement moderne. L'Angleterre est un empire en déclin, nous le savons bien, plus avancé que nous dans son déclin. Mais c'est le problème de long terme qui n'a pas été résolu ici, et qui ne fait donc qu'empirer.

#Glenn

Oui, eh bien, Trump et les cinq mille dollars, c'était un argument intéressant. Parce que tout son discours, c'est de dire que le pays n'a jamais été aussi prospère. Qu'on gagne tellement d'argent, et que je vais le partager avec vous, comme si c'était son portefeuille, vous voyez. Mais bien sûr, ils ne gagnent pas d'argent. Donc, comme vous l'avez dit, il va falloir emprunter. Ah oui, pardon, lui, il gagne de l'argent, mais le pays...

#Richard Wolff

Oui, vous avez tout à fait raison. Mais c'est bien le cas. Je ne sais pas si vous l'avez vu, mais hier, une agence gouvernementale a publié une étude. Elle a calculé le nombre de transactions boursières effectuées en son nom, avec son argent, celui de Trump, et l'a comparé au nombre de transactions réalisées par les cent sénateurs du Sénat américain et les quatre cent cinquante-trois membres de la Chambre des représentants. Et monsieur Trump a acheté et vendu plus d'actions que tous les autres réunis. Cet homme faisait des transactions boursières tous les jours. Et, apparemment, il a gagné un ou deux milliards de dollars. Et personne ne peut rien dire. Pourtant, cet homme sait quand acheter des actions de compagnies pétrolières, parce que les bombardements sur l'Iran ont repris. Il sait

aussi quand vendre des actions pétrolières, parce qu'un cessez-le-feu va être annoncé. Il le sait. Et ses enfants le savent aussi.

Et sa fondation le sait. Donc, il gagne énormément d'argent. C'est merveilleux. Et les dirigeants, vous savez... Monsieur Musk est sur le point de devenir le premier trillionnaire. Enfin, regardez les informations. Souvenez-vous de son investiture, en janvier deux mille vingt-cinq. Assis sur l'estrade, derrière lui, il y avait Elon Musk, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, et tous les autres titans, les oligarques de ce pays. Ils gagnent tous beaucoup d'argent, cela ne fait aucun doute. Comme le soulignent ceux qui étudient le marché boursier, ce qu'on appelle les « Sept Magnifiques » maintiennent la Bourse à flot. L'entreprise moyenne, ou la petite entreprise, rencontre toutes sortes de difficultés. Nvidia, vous savez, Anthropic... ce sont ces entreprises qui maintiennent la Bourse à un niveau élevé, avec les compagnies pétrolières. À part ça, non, non. C'est incroyable.

#Glenn

Le monde traverse, vous savez, l'une des plus grandes transitions de l'Histoire en matière d'ordre mondial. Une transition qui pourrait détruire le monde. Et, pendant ce temps, le président des États-Unis essaie de gagner quelques dollars faciles en Bourse.

#Richard Wolff

Il y a un merveilleux film de Woody Allen qui commence, ou dans lequel on trouve, le passage suivant. Nous allons conclure avec ça. Il parle à quelqu'un qui lui dit : « Waouh, quelle belle montre vous portez, monsieur Allen. » « Ah », répond-il avec ce sourire à la Woody Allen, « elle est très importante pour moi. Vous savez, elle vient de mon grand-père. Il était sur son lit de mort quand il me l'a vendue. » Il faut ajouter ça. Monsieur Trump gagne de l'argent à tour de bras. Il n'arrive peut-être pas à tenir debout, mais il gagne de l'argent.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Et oui, maintenant, il faut que je voie ce film.

#Richard Wolff

Regardez cette scène. Elle n'a pas de prix. Prenez soin de vous.

#Richard Wolff

Au revoir.